

Solicitation No. - N° de l'invitation
20-158445
Client Ref. No. - N° de réf. du client
20-158445

Add. No. - N° de l'addenda.
004
File No. - N° du dossier
20-158445

Buyer ID - Id de l'acheteur
Assane Ndiaye

ADDENDA No. 004
SOLICITATION No. 20-158445

RETURN BID TO/ RETOURNER LES SOUMISSIONS À :

receptionsoumission-bidsreceiving.spp@international.gc.ca

Department of Foreign Affairs, Trade and Development (DFATD)
Ministère des Affaires étrangères, Commerce et Développement (MAECD)

Request for Proposal
Demande de proposition

Proposal to:

Department of Foreign Affairs, Trade and Development
We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached here to, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefore.

Proposition à:

Ministère des Affaires Étrangères, Commerce et Développement
Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux appendices ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments — Commentaires :

Issuing Office – Bureau de distribution

Foreign Affairs, Trade and Development Canada
200 Promenade du Portage,
Gatineau, Québec, K1A 0G4

Affaires étrangère, Commerce et Développement Canada
200 Promenade du Portage,
Gatineau, Québec, K1A 0G4

Title-Sujet: Headquarters Emergency Response Team (HQ-ERT) functional exercise	
Solicitation No. — N° de l'invitation 20-158445	Date: 18 décembre, 2019
Solicitation Closes — L'invitation prend fin	Time Zone —Fuseau horaire
At /à: 2 :00 PM On / le 23 décembre 2019	EDT(Eastern Daylight Time) / HAE (heure avancée de l'Est)
F.O.B. — F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other — Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to — Addresser les questions à: Assane Ndiaye assane.ndiaye@international.gc.ca	
Telephone No. – No de téléphone: (343) 203-5579	
Destination of Goods and or Services/ Destination – des biens et ou services : Department of Foreign Affairs, Trade and Development (DFATD) / Ministère des Affaires étrangères, Commerce et Développement (MAECD)	
Vendor/Firm Name and Address — Nom du Vendeur et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur:	
Telephone No. – No de téléphone:	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) — Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) Name, Title Signature _____ Date _____	

Addenda n° 004

L'addenda no. 004 est émis pour apporter les modifications suivantes :

A. Les questions suivantes ont été reçues et le MAECD répond comme suit :

Question 1:

Pour le O2 obligatoire, le Canada accepterait-il une ressource principale ayant deux (2) ans d'expérience au cours dix (10) dernières années, au lieu de deux (2) ans d'expérience au cours des cinq (5) dernières années?

Réponse 1:

Oui. O2 est modifiée comme suit :

O2	Expérience de l'élaboration et de l'exécution d'un exercice Le soumissionnaire doit désigner une ressource principale dans sa proposition. Cette ressource doit posséder au moins deux (2) années d'expérience – acquise au cours des cinq (5) dix (10) dernières années – en ce qui concerne l'élaboration et l'exécution d'un exercice* (c.-à-d. conception, mise au point et/ou exécution). Le soumissionnaire doit fournir un résumé de l'expérience de cette ressource qui démontre le respect de cette exigence. *L'exercice peut comprendre une mise en situation ou un volet fonctionnel et/ou à grand déploiement.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Renvoi à la proposition :			

Question 2:

Je représente un pays étranger au Royaume-Uni et j'ai l'intention de présenter une soumission pour l'exercice tel qu'indiqué dans la demande de soumissions et j'espère que l'entreprise ne sera pas jugée non recevable en raison des exigences de sécurité. La sollicitation exige que:

LVERS des SP centralisés #6

1. *L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes ou de l'arrangement en matière d'approvisionnement, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité*

industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC)

2. *Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens protégés, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent tous détenir une cote de **fiabilité** en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC/TPSGC*
3. *L'entrepreneur ou l'offrant ne doit pas emporter de renseignements ou de biens protégés hors des établissements de travail visés; et l'entrepreneur ou l'offrant doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il la respecte*
4. *Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité ne doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC/TPSGC*
5. *L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :*
 - a. *de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe*
 - b. *du Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition)*

Dans le cadre de mes fonctions actuelles et des statuts de conseiller que j'occupe, je ne suis pas tenu d'être titulaire d'une attestation de sécurité, quelle qu'elle soit, pour exercer mes activités au Royaume-Uni. Je travaille régulièrement avec la police et les organisations gouvernementales britanniques, mais je ne suis pas exposé à des informations classifiées selon les exigences britanniques et je n'ai pas besoin d'y accéder. Je suis heureux de soumettre notre entreprise à un examen de sécurité aux fins du processus d'appel d'offres canadien actuel, s'il y a lieu. Je suis également en mesure d'attester qu'en tant que représentant d'un " fournisseur étranger " potentiel pour la soumission, je veillerai au respect des exigences canadiennes en matière de sécurité. Au Royaume-Uni, je n'aurais pas besoin d'une attestation de sécurité pour concevoir, élaborer et exécuter un exercice du type indiqué dans le document d'appel d'offres et la portée des travaux connexes.

En résumé, est-ce possible de modifier les exigences en matière de sécurité pour permettre à un fournisseur étranger qui n'a ni VOD, ni d'attestation de fiabilité de présenter une soumission recevable ?

Réponse 2:

Le niveau de sécurité requis pour ce contrat est la Fiabilité. Un fournisseur étranger peut obtenir une équivalence de fiabilité grâce aux solutions de rechange une fois qu'il a été choisi comme soumissionnaire gagnant. Pour obtenir une équivalence de fiabilité, le fournisseur devra soumettre ce qui suit à l'étape de l'attribution du contrat :

- Preuve de constitution en société.
- Attestation d'un agent de sécurité de l'entreprise,
- Renseignements de base pour les employés et vérification du casier judiciaire pour les employés.
- Tout renseignement supplémentaire requis par le ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC)

La clause 6.1 de la DP est modifiée comme suit :

6.1 Exigences relatives à la sécurité

~~À la date de clôture des soumissions~~ Avant l'octroi d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées:

- a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable, tel qu'indiquée à la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent;

- b) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiquée à la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent;
- c) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;

Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité des contrats](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).
